



La Vision du Président de la République, partagée par la Première Dame, est de voir que chaque Haïtien puisse enfin s'alimenter sainement trois fois par jour.

LES CHIFFRES DE LA FAIM

Les ressources de près de 4 millions d'Haïtiens, soit 38% de la population, sont inadéquates pour produire ou acheter suffisamment de nourriture. Ainsi, ils ne mangent pas à leur faim et souvent moins de 2 fois par jour en moyenne.

Plus grave encore, 1.1 millions de personnes (11%) souffrent directement de la faim et arrivent à peine à se nourrir une fois par jour en moyenne. Ces personnes sont extrêmement vulnérables et ont un besoin immédiat d'assistance.

La malnutrition est en augmentation depuis 10 ans. 30% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique, 50% des femmes enceintes et 70% des enfants de moins de 5 ans souffrent d'anémie, et plus de 70 % des enfants de 6 à 12 mois souffrent de carence en iode.

Haïti, malgré son riche potentiel agricole, importe plus de la moitié de sa nourriture et 80% du riz consommé dans le pays.

Le coût de la faim et de la malnutrition est énorme et représente 14% du PIB ! La faim et la malnutrition représentent une menace importante pour la cohésion sociale.

UNE INITIATIVE DU PRÉSIDENT MARTELLY !

Le Président, appuyé par la Première Dame, veut mettre un terme à cette situation intolérable de la faim et de la malnutrition.

L'alimentation représente un droit dont chaque citoyen doit pouvoir bénéficier, conformément à l'article 22 de la Constitution haïtienne.

ABA GRANGOU s'inscrit dans la continuité et renforce la politique générale du gouvernement ratifiée par le Parlement en octobre 2011. La définition de la stratégie ABA GRANGOU a bénéficié de travaux préparés dans le cadre du Plan National de Sécurité Alimentaire -PNSAN

Note Conceptuelle du Programme National de Lutte contre la Faim et la Malnutrition

ABA GRANGOU : UN CADRE STRATEGIQUE

ABA GRANGOU est un cadre stratégique national du Gouvernement haïtien, impulsé par Son Excellence, le Président Michel Joseph Martelly avec l'appui de la Première Dame. Il a pour objectifs : **a)** de réduire de moitié la part de la population souffrant de la faim d'ici fin 2016 ; **b)** d'éradiquer la faim et la malnutrition à l'horizon de 2025.

ABA GRANGOU entreprend des actions concrètes d'urgence et de long terme visant à briser le cercle vicieux de la faim et la malnutrition. Il aborde donc le problème de l'insécurité alimentaire dans toute sa transversalité. Ainsi, 9 Ministères, 7 organismes autonomes, la Croix-Rouge Haïtienne (CRH) et 21 programmes gouvernementaux – pour la plupart existants - sont fédérés, renforcés et harmonisés sous le cadre stratégique d'ABA GRANGOU.

ABA GRANGOU met en œuvre des programmes gouvernementaux à travers les Ministères et selon 3 axes stratégiques :

1. Programmes de filets de sécurité sociale visant à améliorer l'accès à la nourriture des plus vulnérables : cantines scolaires ; transferts monétaires et de nourriture ciblant les familles vulnérables ; création d'emplois en situation d'urgence ; gestion de stocks de nourriture de contingence en cas de catastrophe.

2. Programmes d'investissements agricoles visant à augmenter la production vivrière nationale : amélioration de l'accès aux intrants agricoles de base tels que les semences, les engrais, la terre et l'irrigation. De plus, les programmes de filets de sécurité sociale s'approvisionneront, autant que possible, en produits agricoles locaux afin de stimuler une croissance accélérée de ce secteur.

3. Programmes d'amélioration des services de base : réseau d'Agents de Développement Polyvalent (ADP) permettant de fournir des services essentiels ciblant les familles les plus vulnérables ; programmes de santé-nutrition ; amélioration des infrastructures d'eau et d'assainissement et des infrastructures de stockage des récoltes.

La Première Dame est l'Ambassadrice d'ABA GRANGOU. Elle s'engage dans des activités de plaidoyer afin de : a) mettre en réseau les divers acteurs publics, privés et internationaux b) promouvoir une gestion par résultats c) assurer les financements d) faire adopter des projets de lois et des politiques sectorielles et e) assurer la pertinence et la régularité des campagnes de communication.

Les programmes d'ABA GRANGOU seront réalisés dans toutes les communes du pays et les bénéficiaires directs atteindront, dès la 5^{ème} année (2016) :

- 2.2 millions d'enfants bénéficiant d'alimentation dans le cadre scolaire ;
- 1 million de mères de familles et individus vulnérables bénéficiant de transferts d'argent et de nourriture ;
- 1 million d'enfants de moins de 5 ans bénéficiant de programmes nutritionnels ;
- 1 million de petits planteurs de produits vivriers bénéficiant de programmes agricoles, d'infrastructures de stockage des récoltes et de citernes pour le stockage de l'eau ;
- 200 investisseurs privés, de taille moyenne, pour le développement des filières agricoles porteuses, sur les terres aujourd'hui non-cultivées appartenant à l'Etat.

En 2011, les activités de lutte contre la faim et la malnutrition financées par la coopération externe représentaient plus de USD 750 millions. Malheureusement, sans cadre stratégique, ces activités n'ont pas été suffisamment coordonnées, harmonisées et intégrées dans les structures centralisées et décentralisées du Gouvernement Haïtien. Ainsi, ces interventions, bien que vitales après le terrible tremblement de terre de 2010, ont été peu structurantes et peu durables.

ABA GRANGOU est une politique intégrée qui permet au Gouvernement haïtien de reprendre son rôle normatif, de coordination et de mise en œuvre en assurant l'alignement des financements internationaux ciblant les questions de la faim et de la malnutrition et ce, en renforçant les politiques sectorielles.



Aba Grangou

La Faim est plus 'profonde' et plus 'grave' que la pauvreté

LA FAIM et LA PAUVRETE

L'insécurité alimentaire et la pauvreté sont différentes mais elles sont intimement liées.

Une personne qui a faim ne peut pas apprendre et produire comme une personne en bonne santé. Elle se retrouve alors exclue des activités socio-économiques de la nation. Ainsi, la perpétuation de la faim entraîne les populations dans un cycle vicieux d'exclusion.

A l'inverse, une personne bien alimentée peut être pauvre, mais elle peut toujours participer activement à tous les aspects de la vie économique et sociale du pays. Ainsi, elle a de meilleures chances d'améliorer ses conditions de vie.

Une stratégie de réduction de la pauvreté ne réduira pas la faim dans la même proportion. C'est pourquoi, à travers ABA GRANGO, des politiques spécifiques sont mises en œuvre afin d'éliminer la faim et la malnutrition.

LA FAIM :

- crée des dégâts irréversibles dans le cerveau des enfants ;
- engourdit l'intellect et affaiblit la productivité ;
- rend plus vulnérable aux maladies ;
- réduit l'espérance de vie ;
- coûte environ USD 950 millions chaque année à la nation ;
- représente l'ennemi numéro 1 que nous devons tous combattre.

CAUSES DE LA FAIM ET DE LA MALNUTRITION

Un diagnostic du problème de la faim en Haïti montre que la population se trouve prise dans un engrenage :

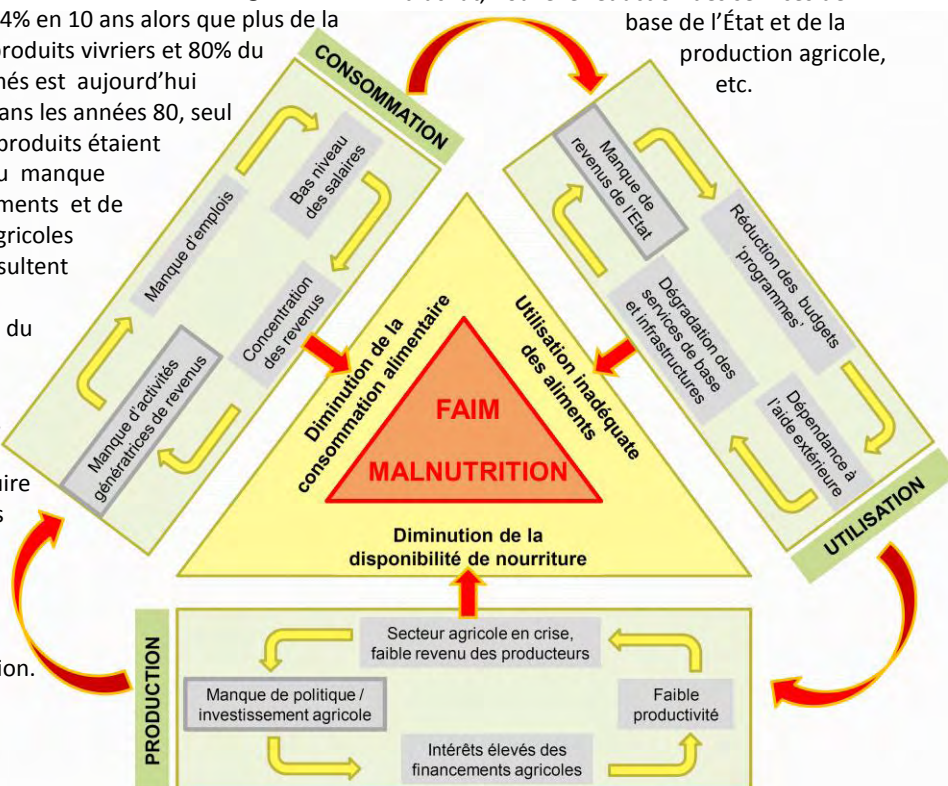
Le Triangle Vicieux de la Faim.

1. Diminution de la consommation alimentaire : La demande de nourriture est insuffisante et plus de la moitié de la population ne se nourrit pas de façon adéquate pour mener une vie saine et active. Les raisons de cette faible demande ne sont pas conjoncturelles mais au contraire endogènes aux structures économiques : manque d'activités économiques génératrices de revenus, manque d'emploi, bas niveau des salaires et concentration des revenus. En effet, le PIB n'a évolué que de 1% en 10 ans (2001-2010). Les opportunités d'emplois sont rares et moins de ¼ de la population en âge de travailler a un emploi stable. Le salaire minimum de 200 Gd/jour ne permet pas d'acquérir le minimum alimentaire journalier de la famille alors que la disparité des revenus est très élevée avec un coefficient de Gini de 59.5.

2. Diminution de la disponibilité de nourriture : Malgré son énorme potentiel, le secteur agricole haïtien est en crise. Le PIB agricole a régressé de 4% en 10 ans alors que plus de la moitié des produits vivriers et 80% du riz consommés est aujourd'hui importée. Dans les années 80, seul 19% de ces produits étaient importés. Du manque d'investissements et de politiques agricoles adaptées résultent une faible productivité du secteur. Les planteurs eux-mêmes, n'arrivent plus à produire en quantités suffisantes pour subvenir à leur propre consommation.

3. Utilisation inadéquate des aliments : Entre 3 et 50% des enfants ont accès aux 10 services de base de nutrition ; une fraction minime des producteurs utilise des méthodes de stockage de nourriture adéquates ; plus de 70% de la population n'a pas accès à de l'eau de consommation traitée et ¼ des sections-communales (143) n'ont pas de structures de santé. L'éducation nutritionnelle ne fait pas partie des curricula d'enseignement et les principes d'hygiène de base ne sont pas appliqués. Les taux de malnutrition sont ainsi extrêmement élevés et 57% des décès des enfants pourraient être évités par une bonne nutrition. Pour la majorité de la population haïtienne, les services de base ainsi que les connaissances de comportements positifs ne sont pas disponibles pour permettre une utilisation adéquate de la nourriture dont ils ont déjà accès.

Les relations de cause à effet de chaque bloc du Triangle de la Faim constituent un vrai cercle vicieux qui est l'ultime responsable de la faim en Haïti : manque d'emploi, baisse du pouvoir d'achat, réduction des services de base de l'État, baisse de la production agricole, qui à son tour produit une nouvelle diminution de l'emploi, nouvelle diminution du pouvoir d'achat, nouvelle réduction des services de base de l'État et de la production agricole, etc.





Aba Grangou

BRISER LE TRIANGLE VICIEUX DE LA FAIM

Afin de briser le Triangle Vieux de la Faim, des interventions de l'État haïtien, avec le support de la société civile et de la communauté internationale, sont nécessaires.

Briser ce cycle demande, d'une part, de créer les mécanismes d'urgence et de long terme afin de permettre un meilleur accès à la nourriture des couches les plus vulnérables de la population. D'autre part, il est indispensable de stimuler la production nationale de nourriture en améliorant les services dont bénéficient un million de petits planteurs d'une agriculture de subsistance orientée vers l'autoconsommation.

Au Brésil, par exemple, cette approche à deux volets de 'FOME ZERO' a été suffisante car les services et les infrastructures de base étaient déjà développés (éducation, santé, nutrition, eau et assainissement, stockage des aliments).

Haïti se trouve confrontée à un défi supplémentaire qui est celui de créer les infrastructures nécessaires à la fourniture de ces services de base. Les infrastructures de santé, d'éducation, d'eau et d'assainissement, de stockage de la nourriture doivent être améliorées. Ces efforts doivent également permettre de renforcer les capacités des organes gouvernementaux déconcentrés, de mettre en œuvre des approches participatives afin de réaliser un contrôle social efficace et de créer un réseau d'agents polyvalents permettant à l'État d'améliorer la couverture des services de base offerts aux ménages.

Le Triangle Vertueux de la Sécurité

Alimentaire ci-dessous nous rappelle que, premièrement, aucune intervention réalisée de façon isolée ne peut répondre au problème de la faim et encore moins assurer la sécurité alimentaire de la population. Une approche transversale est nécessaire afin de consolider les composantes du Triangle de la Sécurité Alimentaire. Deuxièmement, ce Triangle démontre la nécessité de mener des actions d'urgence visant à protéger les populations les plus vulnérables contre les dégâts causés par la faim et la malnutrition, et également d'élaborer des politiques structurantes de création d'emplois, d'augmentation de la production agricole ainsi que d'amélioration des services et infrastructures de base.

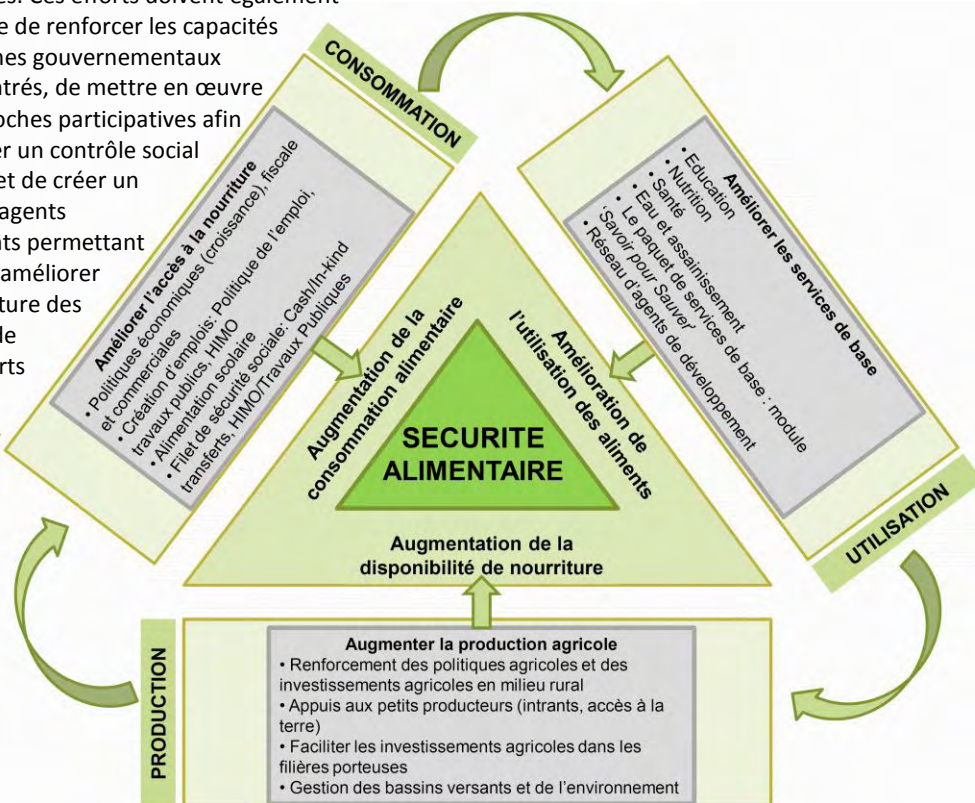
Ainsi, le Triangle Vieux pourra se transformer en Triangle Vertueux. Il y aura accroissement de la production agricole, augmentation de l'emploi et du pouvoir d'achat, amélioration des services de base fournis par l'État qui, à son tour, favorise un nouvel accroissement de la production agricole, une nouvelle augmentation de l'emploi et du pouvoir d'achat, une nouvelle amélioration des services de base de l'État, etc...

Du Triangle Vieux de la Faim au Triangle Vertueux de la Sécurité Alimentaire



URGENCES ET POLITIQUES STRUCTURANTES

Si les interventions d'ABA GRANGOU se limitaient à des actions d'urgence pour les plus vulnérables, sans mettre en œuvre des politiques structurantes, le problème de la faim se perpétuerait. L'inverse, c'est-à-dire la subordination de la lutte contre la faim aux politiques structurantes, serait tout aussi inacceptable. Cela reviendrait à abandonner toute forme de solidarité au sein de notre société. Cette dernière constitue un devoir envers les millions d'Haïtiens qui sont aujourd'hui piégés dans un cycle d'exclusion pour ne pas avoir suffisamment de ressources pour manger sainement et à leur faim.





ABA GRANGOU en action !

ACHATS LOCAUX

Les interventions visant à améliorer l'accès à la nourriture des populations les plus vulnérables contribuent également à la relance économique du pays par des achats de produits alimentaires locaux, lesquels représentent un élément stratégique clé de la pérennité du programme.

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) s'est doté d'une unité d'achat de produits agricoles qui respecte les règles de passation de marchés.

SYSTÈME DE SURVEILLANCE DE LA FAIM ET DE LA MALNUTRITION

Le système de surveillance fournira des informations d'alertes rigoureuses et en temps opportun sur les questions de la faim, de la malnutrition et de la vulnérabilité. Elle fournira des analyses d'aide à la décision pour les interventions prioritaires d'ABA GRANGOU. Celles-ci seront mises en œuvre avant que les situations ne se détériorent, en respectant la dignité des personnes vulnérables.

Une approche d'analyse participative sera poursuivie en mettant en commun les acteurs clés du secteur ainsi que l'ensemble des informations et données disponibles. Les institutions gouvernementales concernées, les agences des Nations-Unies, la Croix-Rouge Haïtienne et les ONG prendront part conjointement aux analyses. Des outils standardisés seront utilisés afin d'informer régulièrement tous les partenaires d'ABA GRANGOU de l'évolution de la situation sur le terrain.



Aba Grangou

BUREAU DE LA
 Première Dame
DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

1. AMÉLIORER L'ACCÈS À LA NOURRITURE

Politiques économiques et fiscales

ABA GRANGOU appuiera les politiques économiques et fiscales en faveur des plus vulnérables et en particulier des populations souffrant de la faim et de la malnutrition.

L'alimentation scolaire

L'alimentation scolaire entre dans le cadre de l'objectif d'éducation universelle de Son Excellence, le Président Michel Joseph Martelly. Elle permet d'améliorer l'assiduité des enfants et d'augmenter le taux de rétention scolaire. Le Programme National des Cantines Scolaire (PNCS) et ses partenaires, en particulier le PAM, permettent d'offrir un repas chaque jour à 1.5 million d'enfants. Plus de 50% des ménages haïtiens en bénéficient. L'alimentation scolaire représente le seul filet de sécurité sociale à l'échelle nationale, et ce, grâce à l'appui du Canada, des États-Unis d'Amérique, du Brésil et de la Banque Mondiale. ABA GRANGOU appuie les efforts d'alimentation scolaire afin que 2.2 millions d'élèves puissent en bénéficier dès fin 2016.

Transferts d'argent et de nourriture

ABA GRANGOU renforcera les filets de sécurité sociale à travers des transferts d'argent et de nourriture (bons d'alimentation) pour répondre aux urgences et améliorer l'accès des plus vulnérables aux aliments de base. Les nouvelles technologies comme 'mobile money' seront utilisées dans le cadre d'un partenariat avec le secteur privé. En 2012, ce programme couvrira environ 100 000 bénéficiaires en ciblant les familles les plus vulnérables. En 2016, il couvrira 1 million de bénéficiaires.

Des distributions de nourriture seront mises en œuvre par la Croix-Rouge Haïtienne ainsi que l'Institut du Bien-Être Social et de Recherche (IBESR). Elles se feront principalement sur la base de donations et de volontariat. En 2012, 50000 personnes vulnérables en bénéficieront.

Création d'emplois en situation d'urgence

ABA GRANGOU appuiera le programme de création d'emplois du Ministère de l'Agriculture et du Ministère des Travaux Publics. Ce programme permet de réaliser des activités à Haute Intensité de Main d'œuvre ciblées dans les zones défavorisées durant la période de soudure ou en situation d'urgence. Le programme bénéficiera à 50 000 personnes.

Stocks de nourriture d'urgence

ABA GRANGOU appuiera le MARNDR pour constituer des stocks alimentaires de contingence sur 35 points du territoire national et pour 100 000 personnes. Ils sont destinés à être distribués en cas de sinistre. Après chaque saison cyclonique, si ces stocks n'ont pas été utilisés, ils seront distribués dans les cantines scolaires. Ces stocks seront renouvelés l'année suivante.

2. AUGMENTER LA PRODUCTION AGRICOLE

Politiques agricoles

ABA GRANGOU se concentrera sur les filières de produits alimentaires de base ainsi que sur les produits pouvant améliorer la nutrition. ABA GRANGOU appuiera le MARNDR afin d'augmenter les financements dans le secteur agricole qui sont indispensables à la relance de la production alimentaire. 1 million de petits planteurs en bénéficieront. ABA GRANGOU favorisera également des politiques permettant aux investisseurs de développer des filières agricoles porteuses sur les terres aujourd'hui non-cultivées appartenant à l'État.

Améliorer l'accès aux intrants agricoles

Semences : mis à part pour le riz, aucun système semencier formel de variétés à haut potentiel n'existe en Haïti. C'est une source de blocage majeur pour la croissance du secteur agricole. ABA GRANGOU favorisera la mise en œuvre de politiques pour y remédier.

Engrais : la politique de subventions des engrais de ces 4 dernières années a englouti des sommes considérables alors que les planteurs n'en ont pas toujours bénéficié. Etant donné l'importance stratégique des engrais dans la production agricole, la définition d'une politique plus équilibrée est indispensable.

Accès à la terre : la sécurisation du foncier pour une utilisation optimale des terres cultivables représente un potentiel très important de croissance du secteur agricole. L'Institut National de Réforme Agraire (INARA) sera renforcé afin qu'il puisse remplir son mandat.

Irrigation : le développement de périmètres irrigués et la gestion communautaire des infrastructures d'irrigation ont un fort potentiel de croissance de la production agricole par les petits planteurs.



UN CIBLAGE PRÉCIS : LA CLÉ DU SUCCÈS

Le ciblage des ménages les plus vulnérables sera réalisé sur la base d'une méthodologie de mesure de la vulnérabilité développée par la Banque Mondiale.

La vulnérabilité est analysée selon les indicateurs suivants : démographie, santé, économie, éducation, environnement de vie et sécurité alimentaire.

Un recensement national sera mis en œuvre à travers le réseau d'Agents de Développement Polyvalent (ADP) et avec le concours des mairies et des ONG. Cette enquête permettra d'établir une **BASE DE DONNÉES UNIQUE** sur la vulnérabilité.

Le réseau d'ADP, la méthode de ciblage et la base de données unique pourront 'fédérer' les interventions d'ordre social de tous les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux.

BASE DE DONNÉES UNIQUE (BDU)

Le système de Base de Données Unique (BDU) recoupera de manière dynamique un registre unique de familles bénéficiaires, leurs besoins (analyse de vulnérabilité) et les services sociaux disponibles dans la zone d'habitation.

Le BDU fournira les informations de vulnérabilité permettant de faciliter la gestion des interventions visant à améliorer l'accès à la nourriture ainsi que toutes autres actions d'ordre social.

La BDU fournira également la base d'un système de rémunération indexé sur la performance.

3. AUGMENTER LES SERVICES ET INFRASTRUCTURES DE BASE

Infrastructures de stockage

Les pertes après récolte sont très élevées en raison de l'insuffisance des infrastructures de séchage et de stockage des grains. Ces pertes peuvent atteindre jusqu'à 35-40 % des récoltes, selon la culture. La technologie des silos métalliques familiaux pour le stockage de grains a été éprouvée en Haïti. ABA GRANGOU favorisera l'adoption des silos pour les ménages ruraux les plus vulnérables à travers des subventions. 100 000 ménages ruraux bénéficieront de ce programme jusqu'à fin 2016.

Nutrition

Le coût de la malnutrition sur le développement humain et économique est énorme. ABA GRANGOU a endossé une politique nationale de nutrition dont la mise en œuvre concertée permettra de réduire rapidement les problèmes de malnutrition. Les axes d'intervention sont les suivants:

- ✓ Promotion des bonnes pratiques alimentaires et nutritionnelles dont bénéficieront 1 million d'enfants de moins de 5 ans et leurs mères.
- ✓ Amélioration de la consommation de vitamines et de minéraux par la fortification des aliments et l'iodation du sel. La fortification bénéficiera à toute la population du pays.
- ✓ Prévention de la malnutrition et prise en charge de la malnutrition aiguë frappant 1 million d'enfants de moins de 5 ans et 360 000 enfants malnutris.
- ✓ Promotion de la consommation de produits locaux.

Eau et assainissement

Durant les périodes sèches de l'année, les femmes vivant dans les mornes doivent marcher durant plusieurs heures par jour pour s'approvisionner en eau. L'accès à l'eau traitée est un problème majeur pour 70% de la population. La construction de citernes familiales permet la récolte et le stockage des eaux de pluie à partir du toit des habitations. La technologie développée par le programme FOME ZERO au Brésil a été éprouvée dans de nombreuses zones d'Haïti. ABA GRANGOU favorisera l'expansion de la construction de

citernes pour les ménages les plus vulnérables à travers des subventions. 100 000 ménages ruraux bénéficieront du programme jusqu'à fin 2016.

Réseau National d'Agents de Développement Polyvalents - ADP

A l'heure actuelle, ni l'Etat haïtien, ni la communauté internationale, ni le secteur privé, ni les trois réunis ne sont en mesure de fournir des services de base à l'ensemble de la population haïtienne. Même les services les plus essentiels tels que les vaccinations et distributions de vitamines A ne couvrent pas plus de 40% des enfants lorsque tous les acteurs se mettent ensemble. Il manque un maillon essentiel à la chaîne, un lien entre l'État et les ménages : un réseau d'agents de développement. Le succès d'ABA GRANGOU dépend de la mise en place d'un tel réseau.

ABA GRANGOU mobilisera un réseau solidaire d'Agents de Développement Polyvalent (ADP) au service des ménages les plus vulnérables. L'agent sera personnellement responsable d'un petit nombre de familles (100), ce qui facilitera l'établissement d'une relation de confiance. Ce réseau d'accompagnement atteindra 3,000 agents en 2012 et 15 000 agents dès la fin 2015, pour couvrir toute la population ciblée du pays.

L'agent deviendra le point central d'appui aux familles. Il fournira 4 services essentiels :

- 1) Promotion de comportements positifs : soit la promotion auprès des familles du 'Savoir pour Sauver', c'est à dire des gestes simples en matière de nutrition, santé, éducation, hygiène, gestion des revenus... jusqu'à une réduction durable de leur vulnérabilité.

- 2) Référence et accompagnement : afin de mettre en relation les familles et tous les prestataires de services locaux qui peuvent les aider.

- 3) Apport de produits essentiels : tels que vitamines et aliments pour les familles vulnérables afin de faciliter l'adoption de comportements positifs.

- 4) Soutien renforcé aux plus vulnérables : par des mécanismes ciblés d'amélioration de l'accès à la nourriture. Les agents conduiront une enquête de vulnérabilité qui formera la base de tout ciblage.



CADRE INSTITUTIONNEL

Le cadre institutionnel répond à la nécessité de promouvoir des formes de gouvernance pour la lutte contre la faim et la malnutrition appropriées à la complexité des enjeux, à la diversité des acteurs concernés ainsi qu'à la multiplicité des politiques publiques. Il couvre trois niveaux de prise de décision : stratégique, de planification et opérationnel.

Niveau stratégique

La Première Dame préside la *Commission Nationale de Lutte contre la Faim et la Malnutrition (COLFAM)*. La COLFAM définit l'orientation générale des politiques de lutte contre la faim et la malnutrition ainsi que les principaux axes de stratégie d'ABA GRANGOU. La COLFAM est composée de représentants des entités suivantes : la Présidence, la Primature, les Ministères concernés et le Parlement. La COLFAM se réunit au moins une fois par année, et peut convoquer des réunions extraordinaires.

Niveau de planification

La Primature préside le *Comité de Planification de Lutte contre la Faim et la Malnutrition (COPFAM)*. Le COPFAM est la structure d'arbitrage des priorités et de l'évaluation des ressources nécessaires aux divers programmes. C'est la matérialisation de la vision d'ABA GRANGOU dégagee au niveau de la COLFAM. Il est composé des 9 Ministères participant à ABA GRANGOU.

Niveau opérationnel

Le Ministre de l'Economie et des Finances préside la *Coordination Nationale de Pilotage*

d'ABA GRANGOU (CONPAG). Le CONPAG est responsable du dispositif de coordination, de la mise en œuvre de mécanismes de gestion par résultats, du suivi et de l'évaluation et de la communication. Il est composé des institutions qui feront partie du COLFAM et en particulier des responsables de programmes ABA GRANGOU mis en œuvre dans les Ministères et les autres institutions publiques. Ce conseil sera appuyé par un secrétariat, appelé *Unité Nationale d'ABA GRANGOU*, basé au Ministère de l'Economie et des Finances et appuyé par les organisations internationales compétentes.

Structures participatives et décentralisées

L'engagement des Municipalités et de la société civile est la condition centrale du succès du programme. Au niveau départemental, les Délégués assureront une coordination des activités à travers les Municipalités. ABA GRANGOU mettra également en œuvre des mécanismes d'amélioration de la gouvernance locale dans ce domaine, a) par le renforcement des capacités institutionnelles des mairies et b) pour une plus grande participation des citoyens et des processus décisionnels plus transparents, à travers la création, le renforcement et la légalisation des *Conseils d'Appui au Développement Participatif (CADEP)*. Les CADEP sont déjà en place dans 73 communes grâce aux investissements du Bureau de Monétisation, avec le concours d'un réseau d'ONG, et avec l'appui technique et financier de la Banque Mondiale.

Les CADEP se doteront des structures adéquates afin d'appuyer efficacement tous les programmes d'ABA GRANGOU au niveau des Communes et Sections-Communales.



ABA GRANGOU est un espace de convergence entre la société haïtienne et la communauté internationale dans leur détermination à bannir la faim du pays

SUIVI ET ÉVALUATION

Le suivi et l'évaluation s'effectueront dans le cadre d'une approche participative impliquant l'administration publique, les structures déconcentrées, les collectivités locales et territoriales, le secteur privé, les bailleurs de fonds et les populations bénéficiaires. Les structures du Ministère de la Planification et de la Coopération externe en assureront la coordination.

Les instruments suivants permettront de suivre les objectifs visés par ABA GRANGOU :

- Le cadre macro-économique ;
- les données sur la production agricole, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les conditions de vie et le budget des ménages (IHSI, CNSA, MSPP, MARNDR) ;
- le budget d'investissement des programmes exécutés sous le label ABA GRANGOU ;
- les lois et règlements mis en vigueur.

Le suivi d'exécution concerne la réalisation physique et financière de l'ensemble des actions d'ABA GRANGOU. Il sera mis en œuvre par chaque programme sous la supervision du CONPAG et du COPFAM.

Le suivi de l'impact d'ABA GRANGOU se réalisera par chaque programme individuellement ainsi que par des enquêtes nationales (IHSI et CNSA). Il se fera en deux temps, d'abord à mi-parcours puis ex post. A mi-parcours, l'évaluation permettra d'apprécier le niveau de réalisation des objectifs fixés et contribuera à une adaptation des programmes si nécessaire.

Le suivi participatif sera effectué suivant des méthodes définies et permettra aux autorités de s'informer des appréciations qu'ont les populations sur les activités menées dans le cadre de la réduction de la faim et de la malnutrition.



Haïti est trop riche pour avoir
FAIM !

LISTE DES PROGRAMMES 'ABA GRANGOU'

Les programmes participant au cadre stratégique d'ABA GRANGOU sont énumérés ci-dessous. La liste évoluera selon l'identification d'outils de réponse appropriés par la COLFAM et les recommandations du système de suivi et évaluation.

No	Titre	Ministères responsables
1	Appui aux politiques économiques, fiscales et tarifaires favorables aux populations les plus vulnérables	MEF, MCI
2	Appui aux politiques agricoles favorisant une croissance accélérée du secteur	MARNDR
3	Facilitation des investissements dans les filières agricoles porteuses	MARNDR, MCI
4	Programme d'alimentation scolaire	MENFP
5	Filet de sécurité sociale à travers des transferts monétaires et de biens alimentaires et non-alimentaires	MEF (FAES), MAST, (CAS, IBESR), CRH
6	Création d'emplois en situation d'urgence	MTPTCE, MARNDR
7	Surveillance de la sécurité alimentaire et de la nutrition	MARNDR (CNSA), MSPP
8	Création de stocks de nourriture d'urgence en cas de catastrophe et achats locaux	MARNDR
9	Programme de multiplication de semences QDS (Quality Declared Seeds)	MARNDR

Pour chaque programme, un groupe de travail sera formé comprenant au minimum l'Unité de Coordination d'ABA GRANGOU, les experts techniques des Ministères concernés, les organisations internationales et bailleurs de fonds, ainsi qu'un représentant de la société civile. Leurs tâches immédiates seront de définir des politiques sectorielles, les stratégies de mise en œuvre et la création de mécanismes communs de financement.

No	Titre	Ministères responsables
10	Stabilisation de l'approvisionnement et promotion de l'utilisation des engrais	MARNDR
11	Sécurisation du foncier pour une utilisation optimale des terres cultivables	MARNDR (INARA)
12	Développement de périmètres irrigués et renforcement de la gestion des infrastructures d'irrigation par les associations d'utilisateurs	MARNDR. MTPTC
13	Amélioration des infrastructures familiales de stockage des récoltes	MARNDR
14	Prévention de la malnutrition et prise en charge de la malnutrition aigüe	MSPP
15	Amélioration de la production de sel dans l'Artibonite et le Nord-Est	MARNDR
16	Amélioration de l'accès à l'eau traitée à travers la construction de citernes en zones défavorisées	MARNDR, MTPTC
17	Réseau national d'Agents de Développement Polyvalents (ADP)	MEF (FAES)
18	Recensement national des ménages vulnérables et Base de Données Unique (BDU)	MEF (FAES)
19	Renforcement des capacités institutionnelles des mairies et des CASEC	MICTDN, MEF
20	Renforcement de la participation des citoyens et de la société civile à travers le <i>Conseil d'Appui au Développement Participatif (CADEP)</i> au niveau des communes	MPCE, MEF (BMPAD)
21	Coordination et harmonisation des financements internationaux ainsi que des activités des ONG	MPCE

MINISTÈRES PARTICIPANT À ABA GRANGOU

- 1) Ministère de l'Économie et des Finances (MEF),
- 2) Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR),
- 3) Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP),
- 4) Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP),
- 5) Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI),
- 6) Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST),
- 7) Ministère des Travaux Publics, Transports, Communications et Énergie (MTPTCE),
- 8) Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE),
- 9) Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Territoriales et de la Défense Nationale (MICTDN)

SERVICES DÉCONCENTRÉS ET ORGANISMES AUTONOMES

- 1) Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) :
 - ✓ Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement (BMPAD)
 - ✓ Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES)
 - ✓ Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)
- 2) Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) :
 - ✓ Institut National de la Réforme Agraire (INARA)
 - ✓ Coordination Nationale de Sécurité Alimentaire (CNSA)
- 3) Ministère des Affaires Sociales et du Travail-MAST :
 - ✓ Caisse d'Assistance Sociale (CAS)
 - ✓ Institut du Bien-Être Social et de Recherche (IBESR)



Viv manje pou tout moun !

MANDAT DES ONG

La majorité des services sociaux en Haïti est aujourd'hui dispensée directement ou grâce au soutien d'acteurs non-étatiques. Il est donc naturel que ceux-ci aient un rôle important dans la mise en œuvre d'ABA GRANGOU.

Toutefois, les ONG devront entrer dans un processus permettant la réappropriation par l'État des services sociaux.

Le défi pour les ONG sera de travailler en bonne coordination avec l'État haïtien et entre elles afin de maintenir l'offre des services sociaux. L'avantage comparatif des ONG est leur longue expérience sur le terrain, leur professionnalisme technique et leur crédibilité auprès des populations.

Les responsabilités des ONG seront définies pour chaque programme spécifique d'ABA GRANGOU mis en œuvre.



Aba Grangou

BUREAU DE LA
Première Dame
DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

PRIORITÉS DE MISE EN ŒUVRE POUR 2012

Lancement d'ABA GRANGOU

ABA GRANGOU a été lancé officiellement le 24 janvier 2012, à l'occasion du deuxième anniversaire du séisme. Les 3 programmes suivants font partie du lancement:

1. **Programme National des Cantines Scolaires**
2. **Transferts d'argent et de nourriture** dans la Grande Anse et le Nord-Est
3. **Programmes nutritionnels** dans le Nord-Est

Communes prioritaires

En 2012, ABA GRANGOU ciblera en priorité les communes les plus vulnérables, catégorisées sur la base d'enquêtes de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les communes en priorité 1 et 2 seront ciblées durant la première année du programme (voir carte ci-dessous). En 2015, les 21 programmes d'ABA GRANGOU atteindront une couverture nationale. La carte de vulnérabilité par commune sera mise à jour annuellement selon l'évolution de la situation de la faim et de la malnutrition.

Programmes prioritaires

Le **Programme National des Cantines Scolaires** sera renforcé en priorité car il représente actuellement l'acquis le plus important d'ABA GRANGOU avec 1.5 millions d'enfants bénéficiant d'une assistance directe sous forme d'un repas chaud servi chaque jour dans les écoles.

La mise en place du réseau **d'Agents de Développement Polyvalents-ADP** est également prioritaire car le réseau permet d'identifier les ménages les plus vulnérables à travers un recensement qui formera la base de ciblage de programmes de transferts d'argent et de nourriture. De plus, le réseau permettra de fournir des services de bases indispensables à la réduction de la faim et de la malnutrition.

Enfin, l'amélioration de la gouvernance locale est une condition primordiale du succès du programme. Elle sera mise en œuvre par : **a)** le renforcement des capacités institutionnelles des mairies et **b)** la mise en place de structures permettant une plus grande participation des citoyens et la transparence des processus décisionnels, et ce à travers la mise en œuvre d'actions décentralisées qui seront supervisées par les *Conseils d'Appui au Développement Participatif-CADEP* au niveau communal.

Hausse des prix des denrées alimentaires

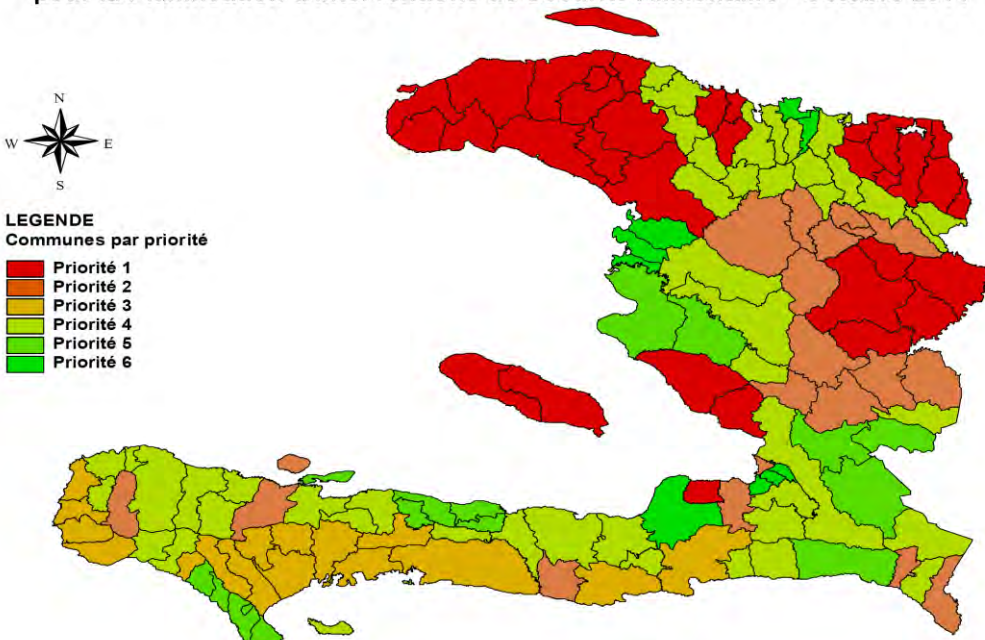
Les perspectives de hausse des prix des denrées alimentaires de base sur les marchés internationaux, dès le printemps 2012, laissent présager une forte augmentation de la faim dans les zones urbaines et rurales à partir de la prochaine période de soudure (mars-juin 2012). Les 3 programmes liés au lancement d'ABA GRANGOU seront mis en place avant cette période.

Priorisation des Communes selon leur Vulnérabilité pour la Planification d'interventions de Sécurité Alimentaire - Octobre 2011



LEGENDE Communes par priorité

- Priorité 1
- Priorité 2
- Priorité 3
- Priorité 4
- Priorité 5
- Priorité 6



Un Agent de Développement Polyvalent (ADP)